

Gilles de ROBIEN s'intéresse aux parents d'élèves des ZEP... pour leur faire comprendre le règlement intérieur de l'établissement fréquenté par leurs enfants... et pour les envoyer à l'école des parents... Les rapports école / familles, un problème récurrent qui nécessite une nouvelle approche.

Pierre FRACKOWIAK

Les parents issus des classes populaires n'ont pas de capital financier, scolaire ou culturel pour parler comme BOURDIEU. En revanche, ils ont un capital auquel ils tiennent énormément, c'est le seul qui leur reste: la dignité. C'est celui qui confère un sens à leur vie, à leur identité.

(Ahsène ZEHRAOUI, chercheur au CNRS)

Un nouveau regard sur les rapports école / familles : une question de dignité, des enjeux de société.

Selon un sondage réalisé pour des Assises Nationales ZEP, ce qui était déclaré par les enseignants comme la difficulté majeure du métier, ce n'était pas la violence, ce n'était pas le manque de moyens, c'était, à 70%, la relation avec les parents. De plus, c'était et c'est toujours, le sujet le plus conflictuel qui soit...*Le rapport de l'école aux familles de milieux populaires est un enjeu extrêmement grave, car il s'agit de démocratie fondamentale (Catherine MOISAN, Inspectrice Générale).* Ce constat est régulièrement confirmé par des enquêtes plus récentes, le discours des enseignants à cet égard est remarquablement constant depuis des dizaines d'années et les propositions que l'on peut trouver dans les programmes politiques ou syndicaux sont tout aussi remarquablement constantes, faisant la preuve de leur insuffisance ou de leur inadéquation. Celles du ministre de ROBIEN n'échappent pas à la règle.

"- C'est toujours ceux que l'on n'a pas besoin de voir qui viennent! Les autres...

*- Certes, mais **pourquoi?***

- Il faudrait faire venir les parents à l'école!

- Certes, mais **pour faire quoi?**"

Ce type de discours est récurrent depuis les premières mesures d'ouverture de l'école aux parents dont il convient de se souvenir qu'elles ne furent pas si simples à faire admettre dans les établissements. Il est vrai que jusqu'à la fin des années 60, les parents ne mettaient guère les pieds à l'école, dont l'accès était d'ailleurs "interdit à toute personne étrangère au service", sauf pour assister aux lendits, à la kermesse, et pour répondre à une convocation en cas de problèmes de discipline mettant en cause leurs enfants. Ils n'avaient d'ailleurs pas grand-chose à y faire et ils faisaient généralement entièrement confiance à l'école. Avec les conseils d'école, les conseils d'administration des collèges... et l'élection des représentants des parents, les choses ont changé, même si les taux de participation sont souvent déplorés et si les parents n'ont toujours pas une claire définition de leur rôle. A l'école primaire, les occasions de voir les parents se mobiliser se réduisent souvent aux occupations d'école en cas de fermetures de classe, parfois même quand elles sont justifiées, et à l'organisation de fêtes pour abonder les budgets de fonctionnement, parfois très insuffisants par rapport aux besoins de l'école d'aujourd'hui. Au collège, elles sont encore plus faibles. Quand aux réunions de conseil d'école et de conseil d'administration, l'analyse des interventions des représentants des parents qui ne représentent souvent qu'eux-mêmes en particulier quand ils sont "autonomes", c'est-à-dire indépendants d'une fédération de parents, sont clairement révélatrices du peu d'importance réelle de leur présence. Malgré les efforts de la FCPE qui a inventé et porté le concept de co-éducation, le fait est que les deux affirmations classiques notées ci-dessus restent un leitmotiv, que les conseils de classe demeurent le plus souvent des épreuves –parfois insupportables– pour les parents et des illustrations négatives des possibilités de communication entre les coéducateurs. De plus, ceux qui participent effectivement aux activités des fédérations de parents se trouvent essentiellement dans les classes sociales les plus élevées. On y rencontre notamment... les enseignants. Observons à cet égard que ceux que les professeurs de l'école primaire craignent le plus sont les "parentd'élèves" professeurs du second degré, leurs collègues. Mais ils maîtrisent bien leurs colères surtout quand l'entrée au collège approche pour leurs propres enfants.

Le nombre d'ouvrages, de dossiers, d'articles, de discours qui ont été écrits sur les représentations des enseignants, sur celles des parents, sur les expériences et tentatives multiples centrées le plus souvent sur les comportements des parents par rapport à l'école, rarement sur ceux des enseignants, nous dispense de les décrire à nouveau.

Inspecteur de l'Education Nationale, j'ai initié et animé diverses expériences dans ce domaine en REP: lieux d'écoute et de parole, école des parents, actions en direction des familles avec les services sociaux, étude de la participation des parents aux activités scolaires... Certaines ont

eu un impact médiatique favorable, elles ont été citées comme étant exemplaires ou intéressantes. Au-delà de la satisfaction immédiate des ego des acteurs (et du mien!), il faut bien reconnaître qu'elles ne sont pas de grandes réussites durables. Je crois d'ailleurs que c'est impossible tant que cela n'entre pas dans le cadre d'une politique globale volontariste portée par la Nation, qui ne peut être réduite à une incantation occasionnelle de ministre.

---oooOOooo---

Il me semble plus intéressant et plus utile de rechercher des solutions nouvelles, aux antipodes des banalités prononcées par M. de ROBIEN.

Persister à ne voir les parents que comme des enseignants supplétifs, des répétiteurs, au service de l'école, ne peut aboutir qu'à l'échec. Et cet échec touche d'abord et essentiellement les familles dont les enfants ne sont pas formatés pour être des élèves attentifs. C'est à la fois un problème éducatif et un problème social. **C'est un problème qui nécessite un changement total d'approche de la place des parents à l'école, des missions des enseignants, de la place de l'école, du collège, du lycée dans la cité, de la globalité de l'action éducative, des rapports entre l'école et les savoirs dans la perspective d'une société de la connaissance, d'une véritable démocratie participative.**

Ce changement d'approche peut fournir un des leviers nécessaires à la transformation du système éducatif dans son ensemble. On sait que la réforme que les progressistes espèrent depuis tant d'années ne sera possible que si l'ensemble des citoyens s'empare de la question et cesse de la déléguer aux seuls enseignants. Les parents d'élèves sont concernés prioritairement et peuvent avoir une influence déterminante s'ils retrouvent leur dignité, s'ils se mobilisent pour ne plus être considérés comme des auxiliaires des enseignants et s'ils jouent pleinement leur rôle de "citoyen parent" d'abord, et de "citoyen parent d'élève" ensuite, dans la perspective d'une société de la connaissance dans des établissements rénovés, ouverts, intégrés à la cité.

Le premier principe fort à prendre en compte dans le ou les prochains projets éducatifs qui seront proposés aux électeurs est que l'école est un lieu social et un lieu culturel. Cette conception se situe à l'opposé de l'école sanctuaire prônée par les conservateurs de droite et de gauche. Elle ne peut pas, elle ne peut plus, être fermée, consacrée à la transmission de savoirs factuels figés. Elle est nécessairement au croisement des savoirs des enfants, de ceux de leurs parents, de ceux des médias et de ceux des enseignants. Elle est au croisement de ces publics différents, porteurs de savoirs qui méritent tous attention et respect, valorisation.

L'école n'est certes pas à confondre avec le centre social et le centre culturel, mais la culture qui y vit et les rapports sociaux qui s'y produisent ne peuvent plus être négligés. L'école ne fait pas que transmettre. Les savoirs produits par l'école et par les enfants doivent être considérés, valorisés, mis en relation avec les autres.

Prenons un exemple pour illustrer plus clairement cette idée: dans une classe élémentaire, pour donner du sens, aux activités de maîtrise de la langue, le maître organise une visite du centre de secours de la commune: courriers préalables, recherches documentaires, préparation d'interviews, etc. Un père, pompier, est venu dans la classe. On peut imaginer le bonheur de son fils. On parle, on lit, on écrit vraiment. La classe décide de réaliser une exposition qui sera présentée et commentée par les enfants eux-mêmes à leurs parents. Les échanges observés au cours des visites sont d'une grande richesse. Des projets familiaux naissent. J'entends un père dire à son fils: "Tiens, je n'y avais pas pensé. Mais samedi, on ira voir ça à mon usine". Les parents existent alors par leur profession, même s'ils ne l'exercent plus en raison du chômage, par un hobby ou un talent et donc par un savoir particulier. Si l'APE ou l'Amicale Laïque ou le centre social voisin avait la bonne idée d'organiser le soir, dans l'école, un débat sur la sécurité, les incendies de forêts, sur le modèle actualisé de ce que faisait le CREPAC de la Ligue de l'Enseignement, on pourrait relier les savoirs scolaires à l'éducation populaire et aux réseaux d'échanges de savoirs... Evidemment, on est loin de l'exposition traditionnelle de fin d'année et de la sainte kermesse. Tout au long de l'année, les initiatives de ce type sont multiples et diverses. Elles pourraient faire l'objet d'un véritable programme culturel pour l'année scolaire. Certes, il faudrait du temps et de la ténacité, car nous partons de loin.

Cela induit et impose une autre conception des rapports entre l'école et les collectivités locales. L'idée forte, fondamentalement progressiste, de contrat éducatif local ou de projet éducatif local prendrait une tout autre dimension si elle n'était pas réduite à ce qu'elle tend souvent à être, un accompagnement des activités scolaires alors qu'il s'agit d'inventer et de mettre en œuvre un projet associant tous les porteurs de savoirs et donc les parents en tant que tels.

Le second principe fort est de considérer les parents comme des citoyens responsables, porteurs eux-mêmes de savoirs, et non comme des exécutants des consignes et recommandations des enseignants. Le concept intéressant de responsabilité partagée pour l'éducation n'a pas de sens si il n'y a pas égale dignité des interlocuteurs. Si les parents ne sont que des exécutants ou des sous-enseignants, il n'y a pas réellement de partage, il y a un rapport de pouvoir dans lequel les enseignants sont toujours dominants et les parents toujours dominés. L'analyse des discours des enseignants lors de leurs rencontres avec les parents et des

réunions de conseil de classe est édifiante, souvent à la limite du supportable. Cette situation n'est plus acceptable par les progressistes.

Le troisième principe fort est de redéfinir la notion de savoirs, de distinguer les savoirs nécessaires à l'éducation du futur pour reprendre le titre d'un remarquable ouvrage d'Edgar MORIN, d'avoir le courage d'étudier la pertinence des savoirs scolaires (les disciplines), de prendre en compte réellement (c'est-à-dire dans les pratiques et pas seulement dans les textes) l'apprentissage des valeurs, de s'engager dans une conception plus globale de l'école reposant sur les quatre piliers décrits par Jacques DELORS à l'UNESCO: **apprendre à être, apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble.**

Le plus urgent est de donner du sens aux savoirs scolaires. Cette exigence est terriblement importante pour les enfants, elle l'est tout autant pour les parents qui, trop souvent, ne comprennent rien à ce qui se passe à l'école. Comment les intéresser aux savoirs scolaires s'ils ne peuvent pas les mettre en relation avec leurs savoirs et avec les savoirs sociaux? La priorité est pour un certain nombre d'entre eux d'aider tant bien que mal leurs enfants à ingurgiter ces savoirs parce qu'il le faut, mais sans s'y intéresser. Les anecdotes sur les notes obtenues par les parents aux devoirs qu'ils font systématiquement à la place de leurs enfants et parfois sur les jugements des enseignants (nul, hors sujet, etc) fourmillent... On s'en délecte, on s'emporte, on en rit, puis on admet cela comme une habitude sur laquelle on ne peut pas agir.

L'éducation populaire qui a accompagné l'école de Jules Ferry jusqu'au début des années 60 puis qui a disparu alors que l'école de Jules Ferry luttait pour retarder son agonie pourrait assurément trouver une nouvelle dimension au croisement de ces axes.

---oooOOOooo---

Evidemment, pour s'engager dans ces voies nouvelles, il faut du courage, de la ténacité et une réelle volonté de démocratiser nos pratiques dans tous les domaines. Il faut inscrire toutes les mesures prises pour l'éducation dans le cadre d'un projet éducatif global et dans la perspective d'un projet de société.

On ne changera pas l'école sans changer ses rapports avec les familles et sans redéfinir sa place dans la société, dans une société qui se voudrait éducative, dans la société de la connaissance.

Il faudra aussi des moyens pour permettre aux établissements de rester ouverts en dehors des heures de classe et pour coordonner les

actions partenariales. Il y a longtemps que des élus et des citoyens s'offusquent du fait que les locaux scolaires – y compris des équipements coûteux comme des BCD, CDI, sites informatiques, parfois, dans de nouveaux collèges, des amphithéâtres- ne soient ouverts qu'aux élèves pour une faible partie de la semaine et de l'année. Il faudra du personnel, des nouveaux métiers peut-être, car le personnel enseignant ne peut guère et ne doit pas se substituer à des personnels spécialisés. Il faudra donc reprendre le concept de politique éducative locale que le ministre actuel a complètement occulté dans son plan pour l'éducation prioritaire. Quel impact ces nouvelles politiques pourraient avoir sur le rapport des élèves et de leurs parents avec les savoirs, et sur l'image de l'école, lieu éminemment social et culturel, lieu de valorisation de la connaissance, et donc sur les rapports entre l'école et les familles!

Puissions-nous à nouveau rêver, tracer des utopies, mettre nos projets en perspective et protéger leur conformité avec nos valeurs!

Pierre FRACKOWIAK